

Société

Al-Balagh, 25 novembre 1945.

La Grande-Bretagne n'interviendra pas dans les affaires du Moyen-Orient, mais elle lui créera un bureau spécial chargé de ses affaires, afin que se réalise une coopération entre les diverses parties de cet Orient d'une part, et entre lui et la Grande-Bretagne d'autre part. Et cette coopération sera entière, complète et souple, portant en particulier sur les questions économiques qui assurent la prospérité de l'Orient, améliorent la vie de l'homme ordinaire, et élèvent le niveau de cette vie jusqu'au degré qui convient à la dignité humaine.

Et la Grande-Bretagne ne veut ni domination ni supériorité, et c'est pourquoi elle n'interviendra pas dans les affaires de cet Orient, ne s'immiscera pas dans ses problèmes, et ne se préoccupera pas des questions de gouvernement qui s'y posent ; car ces questions sont réservées aux peuples eux-mêmes, et l'étranger ne doit ni s'en préoccuper ni s'y immiscer. La Grande-Bretagne souhaite seulement que la relation entre elle et le Moyen-Orient repose sur un partenariat fondé sur l'égalité et non sur la supériorité, et par tout cela se réalisera une équité pleine et entière, et l'Orient jouira d'une vie digne fondée sur la liberté et l'indépendance.

C'est en ces termes que M. Bevin s'est adressé à la Chambre des communes lorsque la politique étrangère britannique y fut débattue avant-hier. Et tout ce discours est aussi souple que l'indépendance que l'on prétend vouloir reconnaître au Moyen-Orient — souple de la même façon. Et auparavant, M. Bevin avait parlé de cette société qui ne repose pas sur la domination et la supériorité, mais sur la justice et l'égalité, sur l'apport de la prospérité, la réforme de l'économie et l'élévation du niveau de vie à l'échelle des individus. Il a dit tout cela dans plus d'un des discours qu'il a prononcés ici et là, et je ne connais guère, parmi nous, personne qui se soit arrêté sur ce propos, hormis le professeur Mahmoud Azmi, qui s'est demandé un jour, à propos de cette société : couvre-t-elle les seules affaires de l'Égypte, ou couvre-t-elle avec elles les affaires de la Grande-Bretagne ?

Quant aux écrivains autres que le professeur Mahmoud Azmi, ils ont totalement négligé l'affaire de cette société, ne se souciant que de ce qu'avait dit M. Bevin, à savoir que la Grande-Bretagne ne veut pas intervenir dans les affaires de l'Orient ni se préoccuper des questions de

gouvernement qui s'y posent. Et pourtant ce propos recèle un danger, et quel danger ; car il est net malgré sa souplesse, et clair malgré l'équivoque que M. Bevin tente d'y introduire ; et il le répète, et le répète encore, jusqu'à ce qu'il soit sur le point de devenir un proverbe courant et une formule toute faite.

Il le répète précisément au moment où les Égyptiens parlent de parachever leur indépendance, et où tous les peuples de l'Orient aspirent à réaliser cette indépendance. Ce propos trace donc les contours de la politique britannique à l'égard de cette indépendance dans les jours à venir — les contours d'une politique britannique dont M. Bevin ne souhaite s'écarter en aucun cas, quelles que soient les circonstances, et quelle que soit l'insistance des négociateurs égyptiens et des autres négociateurs orientaux.

Ce que le secrétaire britannique aux Affaires étrangères dit en réalité, par ce discours, aux Égyptiens et au reste des peuples de l'Orient, c'est ceci : nous négocierons peut-être avec vous si vous voulez négocier, et nous paracheverons peut-être votre indépendance si vous voulez que nous la parachevions, mais tout cela se fera dans les limites que vous voyez : nous n'interviendrons pas dans vos affaires, mais nous ne vous laisserons pas non plus, vous et vos affaires, entièrement à vous-mêmes, à régler comme vous l'entendez ; nous établirons plutôt entre nous et vous une société libre fondée sur la justice et l'égalité. Et si l'on nous demande quel est l'objet de cette société, cet objet est bien clair : l'économie et les finances d'une part, la défense militaire d'autre part. L'économie et les finances, parce que la Grande-Bretagne est extrêmement attentionnée envers les peuples de l'Orient, ne voulant ni qu'ils aient faim, ni qu'ils aient soif, ni qu'ils soient nus ; elle est, comme notre propre ministère actuel, soucieuse de leur garantir nourriture et vêtement et de leur épargner la pauvreté et le malheur — même si, en réalité, elle ne leur garantit rien et ne leur épargne rien. Et c'est pourquoi elle ne souhaite pas nous laisser entièrement les questions d'argent et d'économie, à gérer nous-mêmes comme il nous plaît, et à dépenser comme nous l'aimons ; car cela pourrait nous exposer à la misère et au malheur, et nous lui sommes plus chers et plus précieux que de nous laisser exposés à la misère et au malheur. En même temps, elle tient à ce que son commerce prospère et que son autorité financière et économique demeure assurée, et elle doit tirer profit tout comme nous devons, nous aussi, en tirer profit. Car la prospérité de son commerce et la stabilité de son autorité financière la servent, sans aucun doute, et

nous servent aussi, sans aucun doute — et c'est ainsi que se réalise la société fondée sur la justice et l'égalité, et non sur la domination et la supériorité. Mais s'il nous venait à l'idée de suivre, en matière de commerce et d'économie, une voie autre que la sienne, ou de recourir, pour l'exportation et l'importation, à d'autres marchés et à d'autres usines que les siens, nous serions injustes et agresseurs, et elle ne devrait ni tolérer cette injustice de notre part ni accepter cette agression. Et c'est ainsi que se réalise la société que souhaite M. Bevin entre nous et nos alliés britanniques, sur une base de justice et d'égalité, et non de domination et de supériorité : nous n'avons pas le droit de commercer avec l'Amérique, par exemple, sinon dans la mesure que nous permet notre grande partenaire et alliée, tandis qu'elle, bien entendu, peut commercer avec l'Amérique ou avec qui elle veut, comme elle l'entend — parce qu'elle est notre partenaire dans nos propres affaires, non dans les siennes. Les gens appelleront peut-être ce genre de société une domination et un monopole, mais elle, elle l'appelle justice, égalité et indépendance, et cela suffit. Et puis, bien entendu, elle supervisera toute la coopération économique et financière qui aura lieu entre nous et nos voisins orientaux, afin de la coordonner équitablement ; car elle est fort généreuse, se souciant non seulement de notre propre satisfaction, mais de la satisfaction de tous les peuples de l'Orient. Elle tiendra donc elle-même, en main, la balance de la justice entre nous et nos voisins et frères orientaux, et elle sera l'arbitre si quelque désaccord, petit ou grand, venait à surgir entre nous — et c'est ainsi que se réalise la nouvelle indépendance en matière d'argent et d'économie.

Et il est tout à fait clair que cette indépendance doit être protégée, doit être préservée, et que l'on doit repousser contre elle toute agression. Car nous obtiendrons une grande part de prospérité, et il se peut que des convoitises se portent sur cette prospérité, soit pour la partager avec nous, soit pour la disputer à notre alliée, et il ne faut pas permettre à ces convoitises d'atteindre leurs fins et de satisfaire leurs intérêts ; car cela nuirait à l'un des deux partenaires, ou aux deux. Et de même que nous partagerons cette prospérité, de même partagerons-nous aussi sa défense ; et si l'on ajoute à cela que nous nous trouvons, par une heureuse fortune pour notre alliée, sur la route de l'Empire, et que nous formons une partie essentielle des voies de communication entre elle et ses colonies, il devient tout à fait clair que la société militaire entre nous et notre grande alliée n'est pas moins nécessaire que la société en matière d'argent et d'économie.

Voilà tout ce que veut la Grande-Bretagne de l'Égypte et de l'Orient : elle ne veut ni intervenir ni dominer ; elle veut seulement participer à l'amélioration de la vie matérielle quotidienne, et à la protection de cette vie contre l'agression des agresseurs. Quant à la politique et aux questions de gouvernement, elle s'en détourne entièrement, s'en désintéresse entièrement. Et je ne connais pas de réponse raisonnable à ce que nous propose là le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, sinon de plonger le peuple égyptien dans un rire ample qui ne finit presque pas, car le moins qu'on puisse dire de ce discours est qu'il est naïf, ne convainquant personne et ne trompant personne, sinon celui qui veut délibérément choisir l'aveuglement et feindre la conviction et la duperie. Car cette société que veut M. Bevin, nous pouvons la vouloir ou ne pas la vouloir ; et si nous la refusons, quel serait donc, je vous prie, l'avis de M. Bevin sur ce refus — l'accepterait-il, ou le refuserait-il ? Et si nous l'acceptons, nous pourrions avoir notre propre avis sur son exécution, totale ou partielle, notre propre avis sur son échéance, longue ou courte, et notre propre avis sur son objet — car nous pourrions vouloir partager une partie de l'affaire avec les Britanniques, et une autre partie, disons, avec les Américains ou d'autres. Quel serait donc, je vous prie, l'avis de M. Bevin sur tout cela — l'accepterait-il, ou le refuserait-il ? Et pour ce qui est de la protection de cette société, l'assumerons-nous seuls, sans que nos alliés aient aucune intervention militaire dans cette protection, de près ou de loin, ou la partagerons-nous ensemble ? Et quelle différence y aurait-il donc entre ce que nous atteindrons dans l'avenir et ce à quoi nous sommes contraints aujourd'hui ? Une armée britannique, petite ou grande, demeurera-t-elle en Égypte ou en Orient pour protéger cette société, ou pour aider à cette protection ? Et alors, où donc est l'évacuation ?

Et après tout cela, est-il vrai que cette société, si elle venait à exister, garantirait l'indépendance politique et empêcherait toute ingérence dans les affaires de gouvernement ? Et quel chemin reste-t-il vers l'indépendance politique si nos alliés partagent la vie économique et la protection de cette vie ? Tout ce discours, s'il indique quelque chose, n'indique-t-il pas simplement que le secrétaire britannique aux Affaires étrangères continue de considérer les peuples de l'Orient comme des enfants que l'on peut tromper avec ces mots doux qui ne servent à rien ? Les peuples de l'Orient, et les Égyptiens en particulier, veulent-ils être des enfants, et être trompés par ces mots ? Ou veulent-ils être des hommes, et dire au secrétaire britannique aux Affaires étrangères qu'ils n'aiment rien tant que la coopération fondée sur une véritable

indépendance en matière d'argent et d'économie et en matière de politique et de guerre, et qu'ils ne haïssent rien tant que ces sociétés dont ils savent comment elles commencent mais ne savent pas comment elles finissent ?